

Les nouveaux rivaux des majors du pétrole



Devant les locaux de l'entreprise italienne
Enel, à Milan, le 3 mai 2020. ROBERTO
FINIZIO/GETTY IMAGES

Nabil Wakim

L'année 2020 a conforté les champions des énergies renouvelables qui misent sur l'éolien et le solaire

Le site de Dogger Bank, situé en mer du Nord à une centaine de kilomètres des côtes britanniques, est historiquement connu pour la bataille navale homérique qu'y livra le corsaire Jean Bart contre 112 navires marchands hollandais, en 1696. Désormais, on va y trouver l'un des plus importants projets énergétiques du continent européen. Précision : il ne s'agit pas d'une plate-forme pétrolière... mais du plus grand projet éolien au monde.

En cette trouble année 2020, l'une des plus grosses décisions d'investissement signées dans le secteur concerne les énergies renouvelables. D'un montant d'environ 6 milliards de dollars (4,9 milliards d'euros), elle est l'œuvre d'Equinor, un groupe pétrolier norvégien en reconversion, et d'Iberdrola, un géant espagnol dans ce domaine. Tout un symbole, alors que la crise sanitaire met en lumière une tendance à l'œuvre depuis plusieurs années : de nouveaux acteurs sont en train de devenir les champions mondiaux de l'énergie.

Pendant des années, les « majors » du pétrole et du gaz (ExxonMobil, Chevron, BP, Shell et Total) étaient des valeurs sûres pour les investisseurs et les stars des indices boursiers. L'année 2020 sonnerait-elle la fin de cette période ? Plusieurs analystes évoquent désormais l'émergence de « majors » du renouvelable. Selon la banque américaine Goldman Sachs, on trouve en tête de ce peloton l'italien Enel, l'espagnol Iberdrola,

l'américain NextEra et le danois Orsted. Le portugais EDPR et l'allemand RWE font également partie de cette liste prometteuse. S'agit-il d'un tournant historique ou d'un séduisant discours marketing ?

Soutiens publics

Ces acteurs ont un point commun : ils sont des opérateurs historiques dans leurs pays, mais ont commencé avant les autres leur mutation. « *Nous avons été des pionniers il y a vingt ans, quand personne ne pensait que l'électricité pouvait être produite avec des sources d'énergie propre* », se félicitait le PDG d'Iberdrola, José Ignacio Sanchez Galan, le 30 novembre, auprès de l'agence Bloomberg.

Ces nouveaux champions de l'électricité ont su investir dans l'éolien et le solaire au moment où les prix ont commencé à baisser et où les soutiens publics étaient massifs. Leur modèle économique rencontre deux tendances : l'électrification des usages et la bataille contre le changement climatique. Dans de très nombreux pays, ces énergies apparaissent comme la manière la moins coûteuse de diminuer la part des énergies fossiles dans la production d'électricité. L'année 2021 pourrait être cruciale : selon les analystes de Goldman Sachs, les dépenses pour le développement de nouvelles capacités de production d'énergie renouvelable pourraient, pour la première fois, dépasser celles des forages d'hydrocarbures. Une véritable révolution, alors que le charbon, le gaz et le pétrole comptent encore pour plus de 80 % de la production d'électricité dans le monde... soit peu ou prou le même niveau qu'il y a trente ans. Autre point commun de ces nouveaux acteurs : ils ont fait le choix de se développer très vite en dehors de leur cœur géographique.

Iberdrola est par exemple l'un des leaders de l'éolien... au Royaume-Uni, à travers sa filiale écossaise. Il est aussi l'un des plus gros opérateurs aux Etats-Unis et a remporté le parc éolien au large de Saint-Brieuc, en France. Enel, implanté en Italie, est présent dans 30 pays, dont l'Afrique du Sud, le Maroc, le Chili ou l'Inde. L'un des exemples les plus frappants est celui du danois Orsted. Le groupe était encore, en 2006, concentré à plus de 80 % sur les énergies fossiles, et notamment l'exploitation des hydrocarbures en mer du Nord. Il est désormais le leader mondial de l'éolien en mer, et 86 % de sa production électrique provient des renouvelables. En réalité, ces nouveaux géants ont construit des modèles qui leur assurent des revenus moins spectaculaires que ceux des pétroliers, mais plus réguliers. Les parcs éoliens ou solaires sont souvent opérés pour des durées de quinze ou vingt ans, avec des tarifs de rachat fixés à l'avance. Jusqu'à présent, ces tarifs étaient garantis par les Etats... et payés par les consommateurs sur la facture d'électricité.

« Nouveau monde »

« *L'idée de voir émerger des "majors" n'est pas seulement le résultat d'une baisse des coûts des énergies renouvelables* », tempère Carole Mathieu, chercheuse au centre énergie et climat de l'Institut français des relations internationales, qui précise que ce mouvement a lieu « *grâce à un soutien public continu, et à des objectifs de décarbonation ambitieux de la part des Etats, en particulier en Europe* ». Aux appels d'offres publics s'ajoutent désormais de grands groupes, comme Google et Amazon, qui signent des contrats leur permettant de s'assurer un prix stable de l'électricité et de « verdir » leur communication.

Cette stabilité de revenus permet d'afficher des objectifs ambitieux, à l'instar d'Enel qui promet 70 milliards d'euros d'investissements pour atteindre 120 gigawatts (GW) de capacité installée à l'horizon 2030 – contre 48 GW actuellement. Iberdrola espère tripler ses capacités actuelles en atteignant 95 GW en 2030. Des annonces qui masquent parfois le fait que ces groupes possèdent encore des centrales au gaz ou au charbon. Ainsi, Enel tire encore 40 % de son chiffre d'affaires de moyens thermiques.

Mais les investisseurs semblent avoir les yeux rivés sur les perspectives de développement : en octobre 2020, pendant une brève période, l'électricien américain NextEra est passé devant ExxonMobil en matière de capitalisation boursière. Bien sûr, ces valeurs boursières ne signifient pas pour autant des revenus aussi spectaculaires : en 2019, ExxonMobil a assuré 14,3 milliards de dollars de profit, contre 3,7 milliards pour NextEra. Mais elles traduisent l'intérêt grandissant pour ces étoiles montantes. Cette situation inquiète les dirigeants des compagnies pétrolières européennes, qui investissent avec retard dans le secteur.

Ainsi, Total projette d'installer 35 GW d'ici à 2023, et BP, 50 GW d'ici à 2030. Une manière de redorer son blason... et son cours de Bourse. « *On veut que ce nouveau Total soit revalorisé par les marchés comme n'étant pas seulement une entreprise fossile, mais une entreprise de ce nouveau monde* », expliquait ainsi

son PDG, Patrick Pouyanné, en mai 2020, devant ses actionnaires. C'est toute la difficulté pour les pétroliers qui essaient de rattraper les wagons du train des renouvelables : ce modèle procure des revenus réguliers, mais moins spectaculaires que ceux du pétrole lors des années fastes. En annonçant un virage « vert », BP a ainsi vu son cours de Bourse chuter, faisant fuir les investisseurs traditionnels du pétrole et du gaz...

L'équilibre de ces nouveaux « majors » de l'énergie ne repose pas uniquement sur les parcs éoliens et solaires. Le modèle de l'italien Enel comprend deux piliers : d'une part, les énergies renouvelables, avec leurs contrats à long terme ; de l'autre, la gestion du réseau de distribution de l'électricité, avec des revenus régulés par l'Etat. C'est précisément ce modèle qui inspire les deux géants français de l'énergie, EDF et Engie, tous deux en pleine réorganisation – et bien à la traîne par rapport à leurs concurrents européens. Selon un classement réalisé par la banque UBS, EDF n'arrive qu'à la septième place mondiale en capacité installée éolienne et solaire, et Engie, douzième.